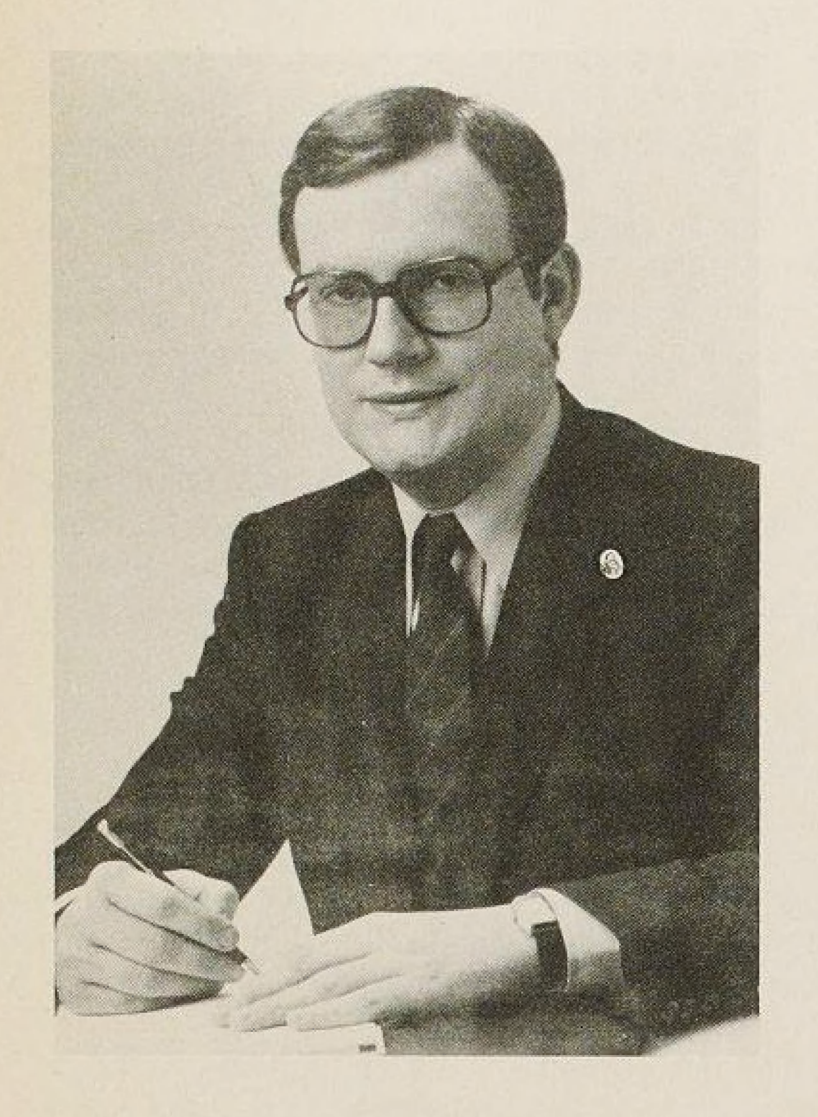
Elections Législatives 14 Juin 1981 2e Circonscription de la Somme



Jean-François LHERBIER

Président du C.E.L.I.R. Nord-Picardie
Président du Comité pour la Coopération Franco-Marocaine
Secrétaire Général de l'OFREA
Membre du Comité Directeur du Parti Radical
(34 ans - Etudes Supérieures de Droit à Lille et à Paris)

UNION REPUBLICAINE
POUR UNE NOUVELLE MAJORITE

Suppléant : Docteur Willy PEETERS

Chère Madame, Cher Monsieur,

Je ne vous adresserai pas dans ce document, comme c'est trop souvent l'usage, une liste de promesses électorales plus ou moins sérieuses.

Notre pays connaît aujourd'hui des heures difficiles, et de lourdes incertitudes pèsent sur son avenir.

Je crois en conséquence, que c'est le moment - et plus que jamais - pour les hommes politiques, de faire preuve de sang-froid et de raison.

Je vous parlerai successivement du bilan de mon action dans la circonscription, depuis 1978, du sens de ma candidature, de l'enjeu de ce scrutin, et de ce que je compte faire pour l'essentiel si vous me choisissez pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

LE BILAN DE MON ACTION

En 1978, un grand nombre d'électrices et d'électeurs de notre circonscription m'avaient déjà accordé leur confiance. Je crois ne pas les avoir déçus, et tenu mes engagements d'alors.

Depuis trois ans, vous avez pu le constater par la lecture de la presse, j'ai assuré environ neuf cents permanences, aussi bien aux chefs-lieux de nos cantons que dans les plus petites de nos communes. J'ai traité plus de deux mille dossiers, en liaison avec les Administrations et les Ministères que je connais bien, et qui m'ont été confiés par des Municipalités, des Associations, des Entreprises ou des particuliers. J'ai aussi participé à près de six cents manifestations locales.

Chaque semaine j'ai été présent, et si j'ai accompli ce travail, qui n'a été dirigé contre personne, c'est parce que je considère l'action politique avant tout comme un service public, et non comme la recherche d'un honneur ou d'un pouvoir.

Beaucoup de Maires, de responsables de la vie économique, sociale et professionnelle de nos neuf cantons m'ont sans cesse répété qu'ils souhaiteraient avoir à leur disposition un Député efficace et présent sur le terrain et m'ont demandé d'être à nouveau candidat, **sachant que cette élection primaire (double candidature) au sein de la Majorité sortante était le seul moyen de faire échec au second tour à la coalition socialo communiste.** C'est dans ces conditions que j'ai accepté de briguer vos suffrages les 14 et 21 Juin prochains.

LE SENS DE MA CANDIDATURE

J'ai souhaité être le candidat d'un large rassemblement, d'UNION REPUBLICAINE pour une NOUVELLE MAJORITE, au-dessus des luttes partisanes et des ambitions personnelles.

Comme délégué de l'U.D.F. pour cette circonscription pendant deux ans et demi j'ai toujours veillé attentivement, à ce que localement il n'y ait point de heurts avec le R.P.R. que j'ai toujours considéré comme formation amie et très proche, et j'ai tenu à ce que les querelles parisiennes, que j'ai en permanence dénoncées, et qui ont coûté cher à la France le 10 Mai dernier, ne se transposent pas chez nous.

Je pense y avoir réussi.

J'ai toujours observé cette ligne de conduite, et aux dernières élections présidentielles, je n'ai pas été de ceux qui ont alimenté la polémique entre Jacques CHIRAC et le Président de la République sortant.

Ma candidature s'adresse donc aujourd'hui à tous ceux qui, comme moi, le 10 Mai, ont refusé de mêler leur bulletin à ceux des Communistes et ont voté pour VALERY GISCARD D'ESTAING. Elle s'adresse aussi aux électrices et électeurs qui, avec JACQUES CHIRAC, le 26 Avril, ont dénoncé l'excès de bureaucratie et mis l'accent sur les graves difficultés que connaissent nos Petites et Moyennes Entreprises, ainsi que les Travailleurs Indépendants, Agriculteurs, Commerçants, Artisans, qui sont la force vive et productrice de notre pays.

Ceux-là savent aussi combien je suis proche d'eux et qu'en tant que Président du C.E.L.I.R. - NORD-PICARDIE, je n'ai jamais cessé de les défendre.

Fidèle depuis toujours aux institutions de la Vème République, mises aujourd'hui à rude épreuve, je fais appel à ceux qui veulent préserver l'héritage du GENERAL DE GAULLE.

Membre du Comité Directeur du PARTI RADICAL, je m'adresse enfin à tous ceux qui sont proches de ce courant de pensée, artificiellement divisé, et à tous les Socialistes humanistes qui ont voté pour FRANÇOIS MITTERRAND et qui savent que si dans la prochaine Assemblée se dégage une Majorité de gouvernement socialo-communiste, le septennat du nouveau Président de la République, qui aura alors les mains liées, débouchera fatalement sur la faillite économique et les pires affrontements politiques. Notre pays subit de plein fouet, depuis plusieurs années, une grave crise économique et il n'est pas en état de supporter, en plus, une crise de régime.

L'ENJEU POLITIQUE DE CE SCRUTIN

Tel est bien en effet l'enjeu de cette élection. Si Socialistes et Communistes sont majoritaires dans la prochaine Assemblée, le Président de la République sera dans l'obligation de constituer un Gouvernement avec les amis de M. MARCHAIS. Et ces Communistes seront Ministres, non pour le plaisir de « voyager dans une voiture à cocarde », mais pour

imposer leur programme, qui consiste à distribuer plus de richesses que le Pays n'en produit, à travailler moins pour gagner plus, bref, à ruiner l'économie française, à dévaluer notre monnaie, à écraser sous le poids de charges encore accrues nos entreprises industrielles, artisanales, commerciales et agricoles, et à augmenter considérablement le train de vie de l'état par la création de nouveaux emplois improductifs dans l'Administration.

Celà se traduirait par le doublement en 18 mois du nombre des chômeurs et du taux de l'inflation qui irait plus vite que l'augmentation des salaires. Nous savons, pour l'avoir connu à d'autres époques de notre histoire, comment celà se termine toujours.

Je suis aujourd'hui de ceux qui pensent que la seule solution raisonnable pour la France (comme pour son nouveau Président) consiste à reconduire une nouvelle Majorité à l'Assemblée Nationale semblable à la majorité modérée qui s'y trouve en ce moment, pour pouvoir constituer ensuite un large Gouvernement de Centre-Gauche, et du juste milieu, comprenant des Socialistes, des Gaullistes, des Centristes, sans, bien entendu, en revenir aux errements de la IVème République.

Et la condition essentielle pour que celà se réalise, c'est qu'il n'y ait point de députés Socialistes et Communistes en plus de ceux qui y sont déjà. Et, dans notre circonscription, qui est difficile, la plupart des sondages sont unanimes pour considérer que **je suis le seul à pouvoir l'emporter au deuxième tour, contre le Communiste M. Lemoine, ou contre le Socialiste M. Fleury.**

CE QUE JE COMPTE FAIRE SI JE SUIS ELU

Il faudra que dans la prochaine Assemblée Nationale, nous soyons un certain nombre de Parlementaires de toutes tendances, à dire certaines vérités.

Il est en effet temps maintenant de se préoccuper du sort des Travailleurs Indépendants, des Petites et Moyennes Entreprises, ainsi que de nos Communes.

Un Pays comme la France doit garder au moins 30 % de travailleurs indépendants pour son équilibre économique et maintenir chez eux les habitants de nos petites communes, pour son équilibre géographique.

Il n'est plus possible que les Agriculteurs, les Commerçants, les Artisans, continuent à être pénalisés comme ils le sont par rapport aux travailleurs salariés, par un régime d'assurance maladie ou un régime de retraite injustes.

Il n'est plus possible qu'ils poursuivent durablement leur métier pour un revenu qui souvent ne représente plus la moitié du SMIC pour deux fois plus d'heures de travail.

Il n'est plus possible qu'ils continuent à être considérés comme des assistés ou des fraudeurs, alors qu'ils représentent des activités essentielles à la vie de la Nation.

Un Pays devient vite sous-développé dès lors que l'on n'y compte plus qu'un travailleur productif pour cinq improductifs, et il est temps de mettre un terme à certains gaspillages.

Une journée de grève nationale déclenchée par les syndicats politisés coûte à chaque fois l'équivalent de cet impôt sécheresse dont on a tant parlé.

Il n'est plus possible que les Petites et Moyennes Entreprises continuent à être écrasées comme elles le sont par des charges de toutes sortes et asphyxiées par l'encadrement du crédit.

Il est temps de réhabiliter les classes moyennes, et aussi le travail manuel.

C'est là que se trouve la solution au problème de l'emploi et c'est par là que renaîtra la prospérité de notre Société.

Il faut enfin soulager la grande misère de nos communes, et il n'est plus possible non plus que l'Etat continue à mener le train de vie qu'il mène par rapport à elles. Il faut leur donner plus d'autonomie, mais surtout plus de moyens et procéder très rapidement à une redistribution plus équitable des recettes fiscales.

Promouvoir le développement de nos neuf cantons

Cette Région de Picardie dans laquelle nous sommes, a un privilège immense et inexploité qui est celui de sa situation ; proche de la Région Parisienne, de la Métropole Lilloise, des grands ports de la Mer du Nord et de la Manche, et desservie par l'autoroute où s'écoule un important trafic commercial avec l'Europe du Nord.

De surcroît sa population est compétente et laborieuse. Ce devrait être une des premières régions de France pour la densité des entreprises de transformation des produits de l'agriculture locale.

Or, nos jeunes sont obligés de s'expatrier pour trouver un emploi et les agriculteurs ne vendent pas leurs produits.

Il faut donc non seulement sauvegarder les unités de production et de transformation qui subsistent, mais un Député dynamique peut et doit démarcher systématiquement les Sociétés qui voudraient s'implanter dans notre Région et les faire bénéficier des avantages que l'Etat a prévus à cette fin.

Tout celà doit se faire en étroite collaboration avec les élus et les responsables des professions que je réunirai bien entendu régulièrement.

Comme je le suis depuis plusieurs années, je demeurerai aussi au service de chacune et de chacun individuellement, à mes permanences chaque semaine aux chefs-lieux des neuf cantons, et périodiquement à la Mairie de toutes les communes.

Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi.

Je vous prie de croire, chère Madame, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Jean-François LHERBIER

POUR UN DÉPUTÉ EFFICACE — D'ENVERGURE NATIONALE ET PRÉSENT SUR LE TERRAIN
POUR L'UNION AU-DESSUS DES QUERELLES PARTISANES

VOTEZ UTILE LE 14 JUIN

pour Jean-François LHERBIER

LE DÉPUTÉ QU'IL NOUS FAUT

LE SEUL CAPABLE DE BATTRE AU 2ème TOUR L'ALLIANCE SOCIALO-COMMUNISTE

Jean-François LHERBIER se tient à votre disposition à ses permanences, annoncées dans la presse. Vous pouvez aussi lui écrire, soit à RIBEMONT-SUR-ANCRE (Tél. 42.60.43) ; soit à son secrétariat parisien, 27 rue du Javelot - 75645 PARIS Cédex 13 - Tél. 16 (1) 585.09.94.

Imp. Indicateur - Hazebrouck